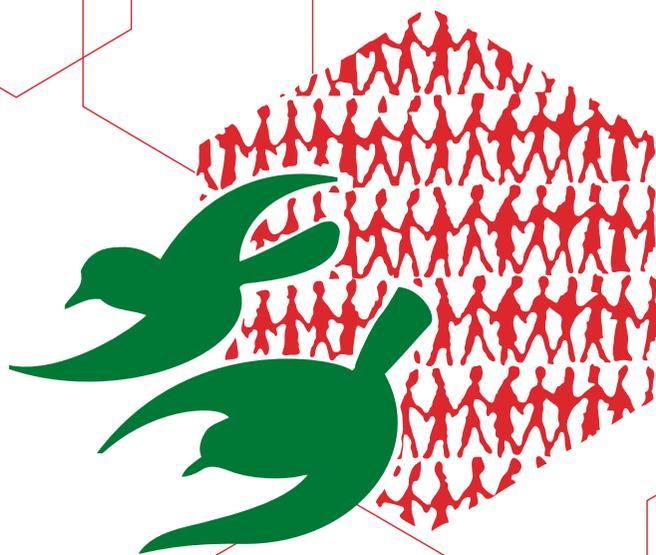


Croissance démographique et urbanisation

Politiques de peuplement et aménagement du territoire

Séminaire international de Rabat (15-17 mai 1990)



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

AIDELF

Croissance démographique et dynamique urbaine

Jacques VERON

Centre Français sur la Population et le Développement et
Institut National d'Études Démographiques, Paris, France

La première séance de ce séminaire était consacrée à la relation entre croissance démographique et urbanisation dans une perspective longue : l'analyse du long terme permet-elle de déceler une dépendance entre ces deux phénomènes ? Une deuxième question complétait la précédente : observe-t-on, dans l'histoire, une structure universelle et permanente, liant l'urbanisation au développement ? La deuxième séance fut l'occasion de s'interroger sur la définition même des villes, définition nécessairement mouvante pour rendre compte d'une réalité changeante. L'esprit de cette troisième séance semble, a priori, assez différent : l'horizon temporel est court, la définition des villes n'est pas remise en cause et la vision de l'urbanisation est étroite, puisqu'il s'agit seulement de révéler les composantes démographiques de la croissance urbaine. Le propos est, en quelque sorte, l'examen des « déterminants proches » de l'urbanisation. Comme la fécondité est déterminée par l'âge au mariage ou les pratiques d'abstinence, l'urbanisation l'est par la croissance naturelle et les migrations. Mais, finalement, toutes les analyses conduisent à s'interroger sur l'existence d'un modèle commun d'urbanisation et, en dernier ressort, sur le concept même de ville.

Le test d'un modèle commun est, ainsi, effectué par Eitan Sabatello qui se livre à une comparaison des modes d'urbanisation du Maghreb et de la Péninsule arabique. Ces deux régions ont en commun un taux d'urbanisation de 25 % en 1950. L'hypothèse testée par Eitan Sabatello est que la religion musulmane est un suffisamment puissant dénominateur commun pour induire, à travers une forte homogénéité de comportements démographiques associées, des formes comparables d'urbanisation. Hypothèse rapidement infirmée, l'urbanisation a été beaucoup plus rapide dans la Péninsule arabique qu'au Maghreb (60 % contre moins de 46 %) ; l'apport des migrations intérieures y est notamment moindre.

C'est ce thème, d'un modèle commun, qu'abordent, à l'échelle de pays, Abdelatif Lfarakh (à propos du Maroc), Gabriel Tati (dans le cas du Congo) comme Vasile Ghetau (à travers l'expérience de la Roumanie) et, à l'échelle d'une république de l'URSS, Elena Pozdorovkina (Ouzbekistan). Partout, les singularités l'emportent sur les similitudes.

Trois millions de Marocains vivent en ville en 1960, près de 9 millions en 1982. Abdelatif Lfarakh constate que cette croissance urbaine se fait au profit des petites villes et des villes moyennes : le poids relatif des villes de plus de 100000 habitants diminue au cours de cette période de 3 points (on peut remarquer qu'une évolution inverse est constatée en Inde, où la part des citadins vivant dans des villes de plus de 100000 habitants augmente, entre 1961 et 1981, de près de 10 points). Dans les deux sous-périodes

distinguées, l'importance de la contribution des migrations à la croissance urbaine augmente. Il n'y a donc aucune permanence.

Les structures changent dans le temps mais elles diffèrent aussi d'un pays à l'autre. C'est la singularité du Congo, que s'attache à mettre en évidence Gabriel Tati. L'Afrique est peu urbanisée mais, au Congo, plus de la moitié de la population vit en ville. Là, à la différence du Maroc, ce sont les deux plus grandes villes (Brazzaville et Pointe Noire) qui bénéficient de la croissance urbaine. En ville, la natalité reste élevée (il existe un effet de structure), mais les migrations contribuent de manière majeure à la croissance urbaine (67 % de celle-ci entre 1974 et 1984). Cette part serait encore amplifiée s'il était tenu compte des effets indirects (natalité des migrants).

La Roumanie se situe en négatif du Congo. Par rapport à l'Europe, il y a sous-urbanisation (53 % de la population est citadine en 1989). Mais, en Roumanie, l'interférence entre le réel et la loi est si forte, qu'il n'y a pas lieu de s'étonner des spécificités roumaines, affirme Vasile Ghetau. Lorsque, par la loi, le statut urbain est attribué à un certain nombre de localités rurales, le taux de croissance urbaine est artificiellement gonflé. Certaines villes sont, d'autre part, « fermées » (l'accroissement de leurs populations est freiné) ce qui accentue les distorsions. L'exode rural est encouragé, comme condition nécessaire de l'industrialisation dans les années 1960, puis une politique différente est adoptée : la croissance urbaine est en partie un phénomène politique. A l'échelle des républiques soviétiques, des différences de degré d'urbanisation sont également observées. Elena Pozdorovkina montre pourquoi l'Ouzbékistan est toujours moins urbanisé que la plupart des autres républiques (la croissance urbaine, forte dans les années 1959-1970, s'est ralentie depuis). Si la part de la population vivant en ville reste relativement faible, c'est en raison d'un accroissement démographique important de la population rurale et de la faible mobilité de celle-ci. La migration, contribue de manière variable mais limitée, à la croissance urbaine.

A l'inverse, les analyses de la croissance urbaine des capitales ou des grandes villes font apparaître une certaine homogénéité. Elles mettent, par exemple, toutes en évidence un déclin des centres au profit des périphéries, qu'il s'agisse de Vitoria au Brésil, de Strasbourg, Colmar ou Mulhouse en Alsace, de Madrid, de Lisbonne ou de Milan.

L'état brésilien de l'Espirito Santo s'est très fortement urbanisé dans les dernières décennies, puisque le taux d'urbanisation y a doublé en vingt ans (32 % en 1960, 64 % en 1980). Aurélia Castiglioni analyse les facteurs de cette croissance urbaine en distinguant le solde naturel du solde migratoire, mais en tenant aussi compte de l'effet indirect lié à la fécondité des migrants, qui augmente encore l'importance de la composante migratoire. Une redistribution spatiale s'opère simultanément. Dans le Grand Vitoria, principale agglomération urbaine de l'état, un phénomène de suburbanisation est observé ; il affecte aussi les grandes villes européennes.

Marie Noëlle Denis et Bruno Desjardin envisagent l'évolution sur longue période (depuis 1801) de trois villes alsaciennes. L'exode rural a été intense, mais plusieurs guerres ont perturbé la croissance urbaine. L'évolution récente fait apparaître une tendance des villes à l'homogénéité, caractérisée par une stabilisation de l'excédent naturel et un solde migratoire négatif des centres par rapport au reste de l'agglomération. Madrid subit également cette redistribution de la population au profit de la couronne métropolitaine, sous l'effet conjoint d'une réduction de l'accroissement naturel (du fait de la

baisse de la natalité) et d'une émigration nette de la ville de Madrid. Francisco Zamora Lopez note, à ce propos, que la capitale espagnole devient une zone de départ ainsi qu'un lieu de passage entre l'extérieur et le reste de la région madrilène. C'est aux relations entre la ville et son agglomération (dans le cas de Lisbonne) que s'intéressent aussi Ana Maria Fernandes-Santos et Marie Françoise Royer-Cruz. La population de l'agglomération urbaine de Lisbonne augmente, mais celle de la ville diminue. Entre 1960 à 1970, la croissance naturelle compensait partiellement le solde migratoire négatif. Depuis 1981, cette compensation n'existe plus, puisque le taux de croissance naturelle devient lui même négatif. Milan offre un autre exemple de « décroissance urbaine ». Walter Maffeni montre que le dépeuplement de la zone centrale est ancien (il date des années 1920). Les migrations jouent à Milan, comme ailleurs, un rôle important dans le dépeuplement. Ces déplacements modifient la structure par âge des villes et agissent donc sur la natalité. Cet effet second est pris en compte par Francisco Zamora Lopez et par Walter Maffeni.

Mais alors, comment interpréter ce phénomène ? Doit-on parler de rupture, dans le processus d'urbanisation ? D'ondes d'urbanisation ? Cette interrogation permet à Walter Maffeni de définir un cadre théorique d'analyse. Elle devient centrale dans la communication d'Odo Barsotti, de Marco Bottai et de Marco Costa, consacrée à la Toscane. Par ses aspects théoriques, cette communication annonce celles de la quatrième séance, mais les auteurs se livrent avant tout à une vérification empirique de l'hypothèse selon laquelle les évolutions démographiques récentes traduiraient de nouvelles formes d'urbanisation. Odo Barsotti, Marco Bottai et Marco Costa relie la dynamique démographique (croissance naturelle et migrations) au degré de centralité/urbanité d'une localité. Celui-ci, défini par le potentiel démographique, intègre l'effectif de la population de la localité, ceux des autres localités pondérés par la distance corrigée d'un paramètre de « friction » de la distance. Au terme de leur analyse, les auteurs concluent à la nouveauté (par rapport aux tendances antérieures) des formes d'urbanisation de la Toscane.

L'étude, à première vue limitée, des déterminants proches de l'urbanisation conduit donc bien à s'interroger sur la pertinence des définitions adoptées (villes et agglomérations urbaines), sur les interactions entre fécondité et migrations et, in fine, sur le système urbain lui même, sur sa dynamique, sur la nature des processus en cours et sur l'existence éventuelle de ruptures dans les changements observés.